

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

L' état des partis. MR: le risque de l'isolement

Wynants, Paul

Published in:
Revue Nouvelle

Publication date:
2009

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Wynants, P 2009, 'L' état des partis. MR: le risque de l'isolement', *Revue Nouvelle*, VOL. 64, Numéro 4, p. 10-12.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

tout, chacun avec sa marotte, son idée fixe, son partenaire villageois, etc. » Sans pour autant revenir à l'éparpillement des actions de lutte contre la pauvreté et à des pratiques humanitaires éculées, les solidarités futures ne comment-elles pas au fil d'actions minimalistes qui, à défaut d'être toujours visionnaires, méritent un appui public? Certes, la majorité de ces initiatives peuvent s'avérer vaines, mais il reste à prouver que les petits projets de solidarité sans lendemain font plus de tort aux pauvres que les dérégulations macro-économiques. Le tâtonnement et l'échec ne font-ils pas intrinsèquement partie de l'esprit de la solidarité? Nos autorités publiques vont-elles passer par pertes et profits cette dimension importante de la démocratie et de l'initiative citoyenne? ■

Le 11 mars 2009

L'état des partis

MR : le risque de l'isolement

PAUL WYNANTS

Le 11 octobre 2004, Didier Reynders prend la direction d'un Mouvement réformateur renvoyé dans l'opposition en Région wallonne, en Région de Bruxelles-Capitale et en Communauté française. Le 19 octobre 2008, il est réélu à la présidence, à 90,8 % des suffrages exprimés. Comme ses prédécesseurs Jean Gol et Louis Michel, il dirige sa formation avec une grande autorité. Il ne s'appuie ni sur un courant ni sur un clan, mais sur une garde rapprochée de quelques fidèles, qu'il informe de ses desseins tactiques. Au cours des dernières années, il ne réunit guère le bureau exécutif et le conseil du parti, mais il convoque souvent l'intergroupe parlementaire, qui fait office d'organe de ratification.

À certains égards, le bilan présidentiel de Reynders peut sembler positif. Les résultats engrangés lors des élections communales et

provinciales du 8 octobre 2006 sont encourageants : le MR obtient environ 70 000 voix de plus qu'en 2000 ; il est associé au pouvoir dans quatre provinces wallonnes sur cinq ; il entre dans des majorités municipales à Charleroi, La Louvière, Huy, Verviers et Amay ; premier parti dans les dix-neuf communes bruxelloises, il est associé à quatorze collèges et y compte neuf bourgmestres.

Alors que les sondages intermédiaires semblent défavorables, les élections législatives fédérales du 10 juin 2007 débouchent sur un nouveau succès : 31,2 % des voix en Wallonie, 32 % dans les cantons bruxellois. Pour la première fois, le MR vient en tête non seulement en Communauté française et en Région bruxelloise, mais également en Wallonie, où il supprime le PS. Reynders affirme avoir gagné son pari, en « déplaçant le centre de gravité de la vie politique francophone ».

Le président réformateur peut mettre d'autres réalisations à son actif. En janvier 2005, le Centre d'études Jean Gol a pris le relais de son prédécesseur, dissous en 2001. Sous la conduite de Hervé Hasquin, puis d'Arthur Bodson, il fait preuve d'une incontestable vitalité. Le parti déploie de gros efforts en matière de communication, qu'il veut percutante et incisive. Après avoir été un des premiers à se doter d'un site Internet en Belgique francophone, il innove, en février 2007, en lançant une télévision en ligne, entièrement prise en charge par ses soins : MRTV. Quelques mois auparavant, en juillet 2006, il a déplacé son siège de la rue de Naples vers l'avenue de la Toison d'Or. L'aménagement de ce bâtiment témoigne à nouveau d'un souci d'efficacité en termes de communication. C'est là un domaine dans lequel le MR a plusieurs longueurs d'avance sur ses concurrents.

Une stratégie politique problématique

La stratégie politique des réformateurs pose davantage question. Dans la longue durée, le libéralisme francophone s'est étendu par des opé-

rations successives d'élargissement. Agrégeant divers segments d'un spectre politique en re-composition, il s'est progressivement réaligné en fonction de la dynamique des clivages. Ainsi, à partir de 1959-1961, il a été le seul courant traditionnel à réussir pleinement son passage au pluralisme idéologique, au point d'être aujourd'hui le premier choix dans l'électorat catholique. Au plan communautaire, il a abandonné sa posture unitariste pour se rallier au fédéralisme, absorbant l'aile centriste du Rassemblement wallon (1977), avant de se fédérer au FDF (1993). Les tentatives entreprises pour attirer le PSC, puis le CDH, dans l'orbite libérale n'ont pas été couronnées de succès, même si le Mouvement des citoyens pour le changement (MCC) de Gérard Deprez (1998) et la mouvance Fournaux (2003-2004) ont finalement rejoint le MR. Il semble que l'on assiste à l'épuisement de la stratégie d'expansion par fusions et absorptions.

La création par Rudy Aernoudt de LiDé (Libéral Démocrate) pose, en tout cas, un sérieux problème à Reynders en février 2009. Soit le Liégeois laisse la nouvelle formation s'implanter sur la droite de l'échiquier, au risque de perdre des électeurs à la marge, soit il fait place à l'ancien chef de cabinet de Fientje Moerman et de Serge Kubla, donnant au MR les apparences d'un parti attrape-tout. Après avoir opté pour le premier scénario, Reynders doit faire marche arrière sous la pression du FDF, du MCC et de certains libéraux, qui redoutent une « berlusconisation » du mouvement. En fin de compte, la seule possibilité de croissance, pour ce dernier, réside dans la conquête du corps électoral, afin de devenir le maître du jeu en Wallonie et à Bruxelles. Pareille stratégie affecte nécessairement les relations avec les autres partis francophones, en particulier le PS et le CDH.

Dans le gouvernement Verhofstadt II (2003-2007), les libéraux s'allient aux socialistes pour former une « coalition contre-nature » (Laurette Onkelinx), imposée par l'arithmétique électorale. Les ministres MR se concentrent sur leur *core business* (réforme fiscale, défense des in-

dépendants, sécurité), tout en croisant régulièrement le fer avec leurs partenaires. Craignant d'être écartée du pouvoir fédéral en 2007, la direction des réformateurs substitue l'offensive à la défensive. Dès l'automne 2005, elle attaque féroce-ment le PS, de plus en plus englué dans les « affaires » (logement social, Charleroi). Galvanisé par la victoire de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle française du 6 mai 2007, le MR s'efforce de bipolariser la vie politique, en se posant comme seule alternative au PS. Cette stratégie de confrontation est poussée très loin : le parti d'Elio Di Rupo est présenté comme l'incarnation de tous les maux wallons, le champion du clientélisme et de l'assistanat, voire la formation sociale-démocrate « la plus archaïque d'Europe ». Agressés, les socialistes répliquent sur le même ton. La campagne électorale de 2007 vole bas.

Le MR ne ménage pas davantage le CDH. Qualifié d'« inexistant » ou de « Petit Poucet », ce dernier est d'abord traité avec mépris. Lorsque les négociations gouvernementales menées par Yves Leterme tournent à l'aigre, c'est la « servilité » des démocrates humanistes qui est dans la ligne de mire : « scotché aux partenaires socialistes », leur parti ne serait qu'un « pléonasme du PS » (Serge Kubla).

Si elle est électoralement payante, cette ligne dure a eu et pourrait avoir des conséquences préjudiciables pour le MR. Tout d'abord, ce dernier ne parvient pas à transformer son succès du 10 juin 2007 en victoire politique. Au lieu de participer à une coalition dite « orange bleue », soit une quadripartite de centre-droit, il lui faut s'accommoder d'une pentapartite asymétrique, avec une association des trois partis traditionnels francophones qu'il ne souhaitait pas. Le retour au pouvoir des socialistes wallons et bruxellois, que le MR voulait à toute force écarter, est une pilule particulièrement amère à avaler. De surcroît, le 16 rue de la Loi, que la « famille » libérale aurait pu revendiquer pour Reynders, échappe à celui-ci. Ensuite, à force de jouer son parti seul contre tous, le président libéral dété-

rière durablement les relations avec le PS et le CDH. Il met à mal tout le travail réalisé, depuis 1997, par Louis Michel pour sortir les réformateurs de leur isolement. De la sorte, il risque de marginaliser sa formation, à l'instar de Jean Gol entre 1987 et 1995. Enfin, les socialistes, ulcérés par cette « stratégie de la terre brûlée » (Di Rupo), rendent coup pour coup : ils tirent argument de la crise pour dénoncer le modèle libéral, pointent la désorganisation du ministère des Finances et laissent entendre que le dossier Fortis n'a pas été géré au mieux.

Tensions internes

Le MR ne sera pas épargné par ses concurrents, durant les prochains mois. Il devra serrer les rangs pour se ranger en ordre de bataille. Or, il n'est pas à l'abri de tiraillements internes. Des tensions opposent des libéraux de stricte observance au FDF. Les premiers n'apprécient guère les saillies du francophonissime Olivier Maingain dans les médias. Les seconds n'ont pas digéré la préférence accordée à Armand De Decker, et non à Didier Gosuin, pour occuper la tête de liste bruxelloise aux élections régionales du 7 juin 2009. Le « coup de poignard dans le dos » donné par le FDF à Reynders, lors du ralliement manqué d'Aernoudt, n'a pas amélioré le climat entre les deux partenaires. Président du MCC et vice-président du MR, Gérard Deprez étale périodiquement ses états d'âme dans la presse. Il se sent sous-utilisé au Mouvement réformateur, qui ne le désigne pas comme un de ses négociateurs lors des marathons communautaires. Il déplore les déclarations agressives à l'égard du CDH. Non sans ironie, il marque également ses distances à l'égard de « positions outrancières » soutenues par le président du FDF, qualifié de « Che Guevara de Bruxelles ». Et lorsque Reynders prend fait et cause pour Maingain, Deprez laisse échapper : « Si la Congrégation pour la doctrine de la foi s'est prononcée, je n'ai pas d'autre choix que de m'incliner ou de devenir protestant. »

Le climat n'est pas non plus au beau fixe au sein des différentes composantes du MR, ainsi qu'on l'a constaté lors de la tentative d'absorption de LiDé. Louis et Charles Michel ont forcé Reynders à faire volte-face. Si le président perd la partie, le 7 juin prochain, le même duo pourrait le déstabiliser. Le leadership de Gérard Deprez n'est plus incontesté au Mouvement des citoyens pour le changement. L'ancien président du PSC est même invité à passer la main, pour permettre l'arrivée aux responsabilités d'une nouvelle génération. Enfin, au FDF, la fidélité à l'égard du MR l'emporte sur la tentation du *stand alone*, mais les deux lignes ont leurs tenants au sein du parti amarante.

D'autres lézardes apparaissent à la suite de publications ou de propos à l'emporte-pièce du sénateur de Communauté Alain Destexhe, franc-tireur plus assidu devant les caméras que dans les assemblées dont il est membre. À force de vouloir s'exprimer sur les sujets les plus divers de manière provocante, Destexhe se fait périodiquement remonter les bretelles : « microbe », lance Serge Kubla, « médecin sans frontières devenu sénateur sans limites », gronde Reynders, « parlementaire incapable de partager un message au sein d'un groupe », assène Gosuin. Dans un parti aussi composite, les différends personnels ne manquent pas. Ils donnent parfois une impression de cacophonie.

Pour le MR, les prochaines élections régionales et européennes constituent un enjeu de taille : en raison de la stratégie de confrontation retenue par le mouvement, elles auront l'allure d'un quitte ou double. Avant cette échéance, les réformateurs parviendront-ils à faire oublier les divisions du printemps 2009, qui ont brouillé leur image ? Alors que la crise économique pourrait pousser une partie de la population, en quête de stabilité, à voter « utile », seront-ils en mesure de persuader les hésitants à « oser le changement » ? En Belgique francophone, l'issue du scrutin dépend largement des réponses qui seront données à ces deux questions. ■